

Contribution préparation CN avril 2021

Depuis maintenant le milieu des années 1970, et la fin des « 30 glorieuses », nous vivons une évolution du système capitaliste correspondant au début de la « crise économique ». Montée du chômage, Giscard et Barre refusant de soutenir notre industrie et nos usines, assimilées à des « canards boiteux ». A l'exception des années 1981-1983 et 1997-2002 en partie dans notre pays, malgré nos combats et résistances, nous subissons la dés-industrialisation, le chômage massif, les privatisations, le recul des services publics, les reculs sociaux à des rythmes variables mais continus et accélérés depuis le début des années 90, l'écroulement des pays de l'Est, le traité de Maastricht avec le prétexte de la concurrence libre et non faussée, les modernisations et la mondialisation. La mise en œuvre ou l'accompagnement de toutes ces politiques nous ont envoyé dans le mûr.

Les conséquences économiques, sociales, sanitaires de l'épidémie du COVID 19 que nous connaissons depuis 1 an, résulte malheureusement de ces politiques et révèle à beaucoup ce que nous savions et dénoncions depuis longtemps. Avec cette crise, notre pays a, à nouveau, touché le fond et subit une humiliation qui me paraît similaire à notre défaite militaire et politique de Mai - Juin 1940. (Nous devions à l'époque, vaincre car nous étions les plus forts et il ne nous manquait pas un seul bouton de guêtre !) Alors que nous sommes la 5^{ème} puissance économique mondiale, membre du conseil de sécurité de l'ONU comment expliquer que nous n'ayons plus assez de places dans nos hôpitaux, 5 fois moins de lits de réanimations qu'en Allemagne, des pénuries de masques et de matériels de protections stratégiques. Les personnels à l'hôpital sans protections, obligés de se protéger avec des sacs poubelles ou de bricoler des confections de masques... Notre pays, pays de Pasteur incapable de trouver un vaccin et dépendant complètement de l'étranger, ayant laissé fermer ses laboratoires, ses usines pharmaceutiques et supprimer sa recherche pour le plus grand profit des « big-pharma ». Une gestion catastrophique de la pandémie, des décisions contradictoires et contraires à toute logique de prévention de santé de la population. Le refus de suivre les recommandations des autorités de santé pour préserver l'économie et des arrières pensées électorales. La France encore en queue de peloton, à pays comparables, pour la vaccination avec une gestion calamiteuse confiée à des cabinets ou multinationales privés comme l'américaine Mc Kinsley ! Un nombre de décès, en proportion du nombre d'habitants, nous classant en 23^{ème} position mondiale, bien supérieur à l'Allemagne, à la Nouvelle Zélande ..., mais surtout aux pays asiatiques: Chine, Corée du Sud, Taïwan... Ce ne peut pas être uniquement une question de culture. Nous le constatons que notre pays est en recul dans de nombreux domaines, devenu dépendant de multinationales et d'acteurs financiers étrangers et réduit à un pays du tiers monde, pour des besoins les

plus élémentaires !

Nous savons que si nous ne mettons pas un coup d'arrêt à ce système qui exploite l'humain et la nature au profit d'une minorité de privilégiés, cela ne pourra qu'empirer et devenir irrémédiable. Aussi, au vu de cette situation, sanitaire, économique, sociale, environnementale et politique, la présence d'un candidat communiste me paraît indispensable à la prochaine élection présidentielle afin d'éclairer notre peuple des tenants et aboutissants de ce système et d'appeler à un sursaut politique comme nous l'avons déjà fait dans l'histoire.

Cette élection sera décisive et nous ne devons pas renouveler les schémas de 2012 et 2017. Cependant, si nous devons être présent, cela ne doit pas nous empêcher de rechercher des possibilités alliances politiques comme nous l'avons fait dans le passé car, compte tenu du mode de scrutin, des divisions et des faiblesses de la gauche, de l'état politique du pays, du niveau de l'extrême droite très important et d'abstention record, nous risquons de ne faire que de la figuration et, au final de ne rien changer pour le monde du travail et notre peuple. Aussi, je pense que notre parti en responsabilité, devrait prendre l'initiative de rencontrer nos « partenaires » de gauche et écologistes, et proposer à un appel à construire un contrat de majorité et de gouvernement liant la présidentielle et les législatives sur la base d'un programme de rassemblement et de progrès.

Cette initiative de rencontre, afin de voir ce qu'il serait possible de faire avec les uns ou les autres ou, tous ensemble, serait à porter à notre crédit car le peuple de gauche le réclame et se désespère. La division fait le jeu de l'adversaire de classe tandis que l'unité la plus large est mobilisatrice et souvent victorieuse. Dans l'histoire, nous avons su le faire en 1972, en proposant de construire le Programme Commun de gouvernement alors que ce ne fut pas facile à cette époque de guerre froide. Idéalement, ce rassemblement avec le PS - FI - EELV, pourrait se faire sous une appellation et/ou une bannière (rouge-rose-verte), avec l'un ou l'autre et si possible tous ensemble, sur la base d'un contrat-programme fédérateur gagnant - gagnant, liant également les partenaires pour les législatives. Si accord, le choix d'une candidature commune à la présidentielle pourrait se déterminer avec contreparties pour les législatives également. Contrat politique, cadré juridiquement, afin de ne pas revivre nos expériences passées. Cet accord politique pourrait être représenté par un candidat commun, faisant consensus à la présidentielle, mais qui n'empêcherait pas les représentants ou dirigeants de partis politiques signataires, de faire campagne dans les médias et le pays, pour défendre (sous l'appellation ou la bannière) ce programme de transformation politique. Si nos concitoyens ne veulent pas, à 80%, revivre le match de 2017, je crois souhaitable que ce candidat commun ne doit pas avoir déjà participé à une campagne présidentielle

dans le passé. Les français sont lassés de voir toujours les mêmes éternels candidats, remplis d'ambitions personnelles plutôt qu'animés de volonté de vouloir changer la vie de leurs électeurs, en bien. Nous en avons eu l'expérience et je crois que cette lassitude de voir toujours les mêmes candidats favorise l'abstention et le rejet du politique. Les électeurs n'écoutent plus et zappent. Il faut du renouveau. C'est la raison pour laquelle, je ne pense pas et, je ne suis pas le seul, que Jean Luc Mélenchon, au tempérament et à la personnalité trop impulsive et clivant, sans revenir sur son parcours politique, puisse être notre candidat commun car, il a perdu beaucoup de crédit et de confiance à l'occasion de la perquisition du siège de la FI, en montrant publiquement qu'il n'avait pas les qualités de maîtrise et de sang froid attendues pour tenir le poste de président de la république. Après cet épisode, comment pourrait-il gagner cette fois alors qu'il a été 2 fois notre candidat malheureux. Pourquoi ne pourrait-il pas renvoyer l'ascenseur en soutenant cette fois ci la candidature de Fabien Roussel. Cela ne serait qu'équitable, juste et tout à son honneur.

En conclusion, je pense que la présence directe ou indirecte d'un candidat ou d'un représentant de notre parti est indispensable à la prochaine élection présidentielle ainsi qu'en vue des élections législatives à suivre.